



CJPMO soulève des préoccupations urgentes en matière de droits de l'homme auprès de la Mission du Canada à Ramallah

Par [CJPMO](#)

Mondialisation.ca, 08 novembre 2022

Communiqué CJPMO

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Droits humains et État policier](#)

Montréal, le 8 novembre 2022 — La semaine dernière à Ramallah, lors d'une rencontre avec la mission du Canada auprès de l'Autorité palestinienne, les Canadiens pour la justice et la paix au Moyen-Orient (CJPMO) ont attiré l'attention de façon urgente sur la question de la répression violente par Israël des organisations palestiniennes de défense des droits de la personne. Lors d'une rencontre utile mais franche avec le nouveau représentant du Canada auprès de l'Autorité palestinienne, David Da Silva, le vice-président de CJPMO Michael Bueckert a souligné la menace existentielle à laquelle font face six des plus importantes organisations de défense des droits de la personne en Palestine et a exhorté le Canada à dénoncer la criminalisation de ces groupes par Israël. Bueckert est actuellement en visite en Palestine au sein d'une délégation composée de représentants du Forum d'Ottawa sur Israël et la Palestine et du Réseau uni pour la justice et la paix en Palestine et en Israël (UNJPPI).

« Le silence persistant du Canada alors qu'Israël intensifie sa persécution des défenseurs palestiniens des droits de l'homme est inacceptable », a déclaré Michael Bueckert, vice-président de CJPMO. M. Bueckert a été informé par M. Da Silva qu'au lieu de se faire entendre sur diverses questions, le Canada croit qu'il est mieux à même de tirer parti de son amitié avec Israël en coulisses. Cependant, CJPMO note que cela signifie que le Canada ne prend effectivement pas position publiquement sur de nombreuses questions graves relatives aux droits de l'homme. « Le Canada devrait contester ouvertement et directement les violations commises par Israël, au lieu de demander aux Canadiens de croire qu'ils disent ce qu'il faut derrière des portes fermées », a ajouté M. Bueckert.

Plus tôt le même jour, CJPMO et d'autres membres de la délégation avaient visité les bureaux de Ramallah de Defence for Children International - Palestine (DCIP) et d'Addameer, deux des organisations récemment criminalisées par Israël. Les deux organisations ont décrit l'état d'insécurité et d'incertitude que les fausses désignations de « terrorisme » d'Israël ont provoquées, les employés ayant constamment peur d'être arrêtés et poursuivis à tout moment. Les deux organisations ont souligné la nécessité pour le Canada d'exiger qu'Israël révoque les désignations, mais ont confirmé que le Canada a été « absent dans l'action ». En revanche, de nombreux États européens ont publiquement critiqué les actions répressives d'Israël et ont offert leur soutien aux six organisations. CJPMO et la délégation ont soulevé ces préoccupations auprès de la mission du Canada

La délégation a également soulevé le consensus dans le secteur des droits de l'homme selon lequel Israël pratique l'apartheid contre les Palestiniens, comme le détaillent de

multiples rapports importants d'Amnesty International, de Human Rights Watch, d'experts de l'ONU et du plus grand groupe israélien de défense des droits de l'homme, B'Tselem. Le Canada a rejeté tous ces rapports d'un revers de main sans offrir la moindre explication. Cependant, lorsqu'on l'a pressé, la mission du Canada n'a toujours pas pu ou voulu fournir une seule raison ou explication pour rejeter l'analyse d'Amnesty International ou des autres organisations. CJPMO a souligné que le gouvernement devra éventuellement s'engager avec la réalité de l'apartheid, et attend avec impatience de nouvelles consultations sur ces questions.

###

Pour plus d'informations, veuillez communiquer avec :

Thomas Woodley

Canadiens pour la justice et la paix au Moyen-Orient

Téléphone: 438-380-5410

[Courriel CJPMO](#) - [Site Web CJPMO](#)

La source originale de cet article est Communiqué CJPMO

Copyright © [CJPMO](#), Communiqué CJPMO, 2022

Articles Par : [CJPMO](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca